

*Accord de libre-échange*

**Mme Dewar:** Au lieu de cela, nous avons eu droit à un nombre limité d'audiences. Le gouvernement a fait une rapide tournée du pays avant même de nous présenter le projet de loi. Nous devons en discuter dans l'abstrait. Le gouvernement disait que telle chose pourrait se passer. Mais nous n'avions aucune précision. On nous disait: «Ne vous inquiétez pas, faites-nous confiance». Voilà une belle manière d'agir pour un gouvernement quand il s'agit d'engager le pays à jamais dans une orientation radicalement nouvelle.

Je m'inquiète énormément quand je constate que le gouvernement ne se contente pas de refuser complètement les amendements qu'on lui propose, mais qu'il s'oppose même au genre de débat que nous voulons tenir. Nous devrions consacrer le temps voulu à la Chambre des communes pour examiner les questions de fond qui sont en cause dans cette affaire. Il faut décortiquer le projet article par article et le scruter à la loupe. Nous voulons que les Canadiens comprennent dans quoi nous nous engageons. Ce serait un bon exercice pour les députés qui y gagneraient une meilleure compréhension de la voie dans laquelle nous nous engageons.

Quand nous parlons de définir ce qu'est le Canada, nous voulons définir dans l'accord toute l'érosion de l'identité canadienne. Que va devenir notre économie? Nous reconnaissons maintenant dans l'accord que les investissements étrangers dans notre pays ne connaissent aucune limite. L'étranger peut acheter notre économie tout d'un bloc.

Nous savons que nous avons une économie de succursale, mais nous savons que les sociétés mères fixent les prix et décident quel genre de fabrication se fera dans leurs filiales. Les sociétés mères prennent les décisions. Les exportations des filiales vont surtout aux sociétés mères qui contrôlent quel genre d'importations les filiales peuvent acheter. C'est ce qui se passe déjà au Canada sans cet accord. Nous nous laissons attacher plus étroitement à ce genre d'économie dominée par l'étranger dans laquelle nous deviendrons totalement dépendants sur le plan économique.

J'entends des députés me dire tous les jours que 75 p. 100 de nos échanges commerciaux se font à l'heure actuelle avec les États-Unis. Si nous réussissons si bien, pourquoi nous faut-il céder toute la marge de manoeuvre que nous possédons déjà? Mais le gouvernement accueille les investissements étrangers. Il dit aux investisseurs étrangers que nous sommes prêts à faire des affaires; ils n'ont qu'à acquérir nos ressources naturelles, n'importe quel secteur de notre économie pour en faire leur affaire. Il est ouvert et se soucie peu de ce que l'étranger fera de nous. Voilà ce que nous entendons sans cesse de la part du gouvernement actuel.

Les Canadiens veulent en savoir davantage sur l'accord et comprendre de quoi il retourne. A mesure qu'ils comprennent mieux, ils posent des questions et se rendent compte que cet accord n'est pas aussi bon qu'on le prétend. On entend les ministériels dire: «Si vous n'êtes pas de notre côté, vous êtes des nationalistes à l'esprit étroit qui veulent garder le statu quo». Si c'est être nationalistes que vouloir avoir un certain contrôle sur nos propres échanges commerciaux et savoir quelles orientations va prendre notre économie, je ne m'excuse pas d'être nationaliste. C'est très bien à mon avis. C'est cela, être citoyen d'un pays.

Voyez ce qui s'est déjà produit. A cause des intérêts étrangers si bien implantés ici, les Canadiens entrepreneurs, qui ont le goût du risque, n'ont pas toujours été capables d'agir, empêchés qu'ils étaient par la société mère. Il suffit de regarder le nombre de contrats octroyés par la Banque mondiale. Nous en avons obtenu très peu, non pas par incapacité ou faute de pouvoir soutenir la concurrence des pays du tiers monde financés par la Banque mondiale, mais parce que nous avons eu très peu de chance de soumissionner, étant donné qu'une société mère l'interdisait.

**M. Kilgour:** C'est absurde!

**Mme Dewar:** Pas du tout. Les chiffres sont là, vous n'avez qu'à les consulter.

**M. McDermid:** Donnez-nous un seul exemple.

**Mme Dewar:** Le Japon a fait un nombre incalculable d'offres pour obtenir les contrats qu'il convoitait.

**M. McDermid:** Un seul exemple!

**Mme Dewar:** Nos soumissions ont porté fruit dans quelque 80 p. 100 des cas, mais nous n'avons répondu qu'à environ 5 p. 100 des appels d'offres. J'ai déjà donné tous les détails pertinents.

J'ai mentionné le Japon parce que c'est le pays qui est toujours cité en exemple. Il soumissionne pour 80 ou 90 p. 100 des contrats et à peu près le quart de ses offres sont retenues. La part du Japon est bien supérieure à la nôtre parce qu'il répond constamment aux appels d'offres et se montre toujours entreprenant. Les fabricants et les travailleurs canadiens pourraient en faire autant, car les soumissions qu'ils ont pu présenter ont été couronnées de succès.

**M. McDermid:** Voilà ce qu'il en est.

**Mme Dewar:** Nous étudions cet accord. D'après lui, nous voulons que notre économie soit de plus en plus contrôlée par l'étranger, nous voulons faire en sorte que dans l'avenir les Canadiens, nos fils, nos filles et nos petits-enfants ne puissent plus donner à l'économie une direction qui soit avantageuse pour le pays. Le gouvernement prétend qu'il existe deux façons différentes d'envisager l'avenir du Canada. J'espère que c'est vrai. Il y a la mienne que partage mon parti, je le sais, où les gens comptent plus que le résultat financier. Ils ne sont pas traités comme des produits mais avec la dignité qu'on doit à des êtres humains. Ils sont autorisés à développer leur culture et leur environnement dans leurs propres collectivités avec un système de valeurs qu'ils auront choisi et non pas un qui leur aura été imposé où ils ne peuvent pas travailler parce qu'il n'y a pas d'emploi et où l'économie est contrôlée par l'étranger et suit une direction qui n'est pas nécessairement celle qu'ils auraient choisie mais qui leur a été dictée au sud de la frontière.

A mon avis, le Canada, à cette étape de sa maturité et de sa croissance, commence à établir ses racines, se sent à l'aise avec son bilinguisme, ses origines et son identité. Ce n'est pas le moment de nous attacher aussi étroitement économiquement à un partenaire unique. J'estime que c'est le moment d'étendre nos relations. C'est le moment de faire partie des acteurs qui interviennent dans les pays riverains du Pacifique. Nous pouvons faire partie de toute cette libéralisation internationale du commerce entre les pays. Ce genre d'accord n'avantage rien